

Préavis de grève des cadres de la DEF

Parmi leurs
revendications :

- > Audit externe sur l'organisation de la DEF et la mission
- > Plan d'urgence face au nombre croissant de mesures non exercées en attendant les ouvertures des places
- > Représentation systématique de l'ASE par l'avocat du Département en cour d'appel pour les mesures non exercées
- > Ajuster les effectifs des équipes aux besoins repérés par les cadres pour la réalisation des missions

... ..

Happy CGTy 🍷❤️

La DGA-SD a bien tenté de répondre à certaines des difficultés décrites par les cadres, ce qui a été reconnu et salué par notre organisation syndicale.

Cela reste cependant insuffisant au regard de la gravité de la situation.

Depuis des mois les cadres de la DEF alertent sur une dégradation massive de leurs conditions de travail.

Ce sont les cadres des territoires et du central .

Ils dénoncent des conditions de travail absolument délétères qui les exposent plusieurs fois par jour à des risques professionnels graves.

Ils décrivent des situations de travail les obligeant à prendre des décisions en dépit du bon sens et contraires à l'intérêt des enfants à protéger . Décisions qu'ils reportent sur leurs équipes .

Ils ne supportent plus de voir leurs propres équipes elles-mêmes dans un état de souffrance au travail qu'ils ne parviennent plus à empêcher.

Ils ont rédigé plusieurs courriers, plusieurs notes

de propositions ainsi que des plans d'action d'urgence à mettre en place.

L'ensemble des réponses apportées par leur direction (elles ont été très longues à venir) ne permettent pas de saisir l'ampleur du phénomène décrit et l'urgence à intervenir sans délai.

Ce contexte de travail a créé des crispations avec leur direction. La relation de confiance s'est effondrée, et les tentatives de reprises de dialogue ont échouées.

La CGT a rédigé une note d'alerte présentée en F3SCT le 12 octobre. Nous avons encore une fois fait des propositions qui auraient pu éviter le dépôt de ce préavis de grève.

Nous demandons en premier lieu que les conditions d'un rétablissement de la confiance entre les cadres de la DEF et leur direction soient rétablies par l'organisation d'un audit externe.

Et que s'ouvre sans délai des discussions opérationnelles sur la mise en œuvre de leurs propositions afin d'endiguer l'effondrement de leurs missions et les risques auxquels ils sont exposés.

N'hésitez pas à manifester votre soutien via la boîte mail de la CGT. Nous le leur transmettrons.

